

## **LE TERRORISME À BURKINA FASO N'EST PAS UNE QUESTION RELIGIEUX**

**Cardinal Philippe OUÉDRAOGO, fraternité de Burkina Faso**

Le Cardinal Philippe Ouédraogo depuis Séoul sur le Sahel : « Le conflit actuel n'est pas religieux. Il est politique, économique, identitaire, géostratégique »



**Séoul, la capitale coréenne a accueilli les 10, 11, 12 juillet 2025, une rencontre de la fondation pontificale Aide à l'Église en détresse. A cette occasion, le Cardinal Philippe Ouédraogo, l'un des principaux intervenants, a adressé un message très poignant sur la situation sécuritaire du Burkina Faso et du Sahel : « Ne tombons pas dans le piège : refusons la peur, l'amalgame, le discours de division. Le conflit actuel n'est pas religieux. Il est politique, économique, identitaire,**

**géostratégique », prévient l'archevêque émérite de Ouagadougou qui interpelle : « Comment expliquer que tant d'armes circulent dans des zones où l'accès à la nourriture et à l'eau potable est limité ? Qui ferme les yeux ? Qui laisse faire ? Qui en profite ? ». Nous vous proposons l'intégralité de sa déclaration sur « L'Église au Burkina Faso, témoin de l'Espérance face à la persécution par l'extrémisme islamiste violent »**

### **INTRODUCTION**

Éminences, Excellences,

Honorables participants au symposium,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant tout propos adresser à notre auguste assemblée un salut cordial d'Afrique, du Burkina Faso, notamment de l'Église famille de Dieu de Ouagadougou dont je suis archevêque Émérite depuis le 16 décembre 2023. Vous me permettrez de saluer particulièrement son Eminence Andrew Cardinal YEOM SOO-JUNG, Archevêque Émérite de Seoul. Créés ensemble Cardinaux le 22 février 2014 par le Pape François, nous sommes restés des amis. Avec lui, nous rendons grâce à Dieu pour la fructueuse coopération missionnaire entre l'archidiocèse de Seoul et celui de Ouagadougou.

Au Révérend Père John PAK et à tous les organisateurs, j'exprime ma sincère gratitude pour l'aimable invitation à participer au dixième anniversaire de l'organisation de l'Église en détresse en Corée.

**« L'Église au Burkina Faso, témoin de l'Espérance face à la persécution par l'extrémisme islamiste violent »**, tel est le sujet proposé pour mon intervention. Sincère merci pour l'intérêt que vous portez aux souffrances de notre humanité, de notre maison commune. Je suis au milieu de vous pour témoigner en tant que fils et pasteur d'une terre meurtrie par le terrorisme violent au Burkina Faso, dans le sahel de l'Afrique de l'Ouest. Je

suis venu porter la voix d'un peuple sans voix, qui souffre mais lutte pour rester debout dans la dignité et la paix véritable.

Notre exposé-témoignage évoluera en plusieurs perspectives dont :

- 📖 La tragédie de la violence terroriste au Burkina Faso
- 📖 La mission et le témoignage de l'Église catholique
- 📖 L'interpellation de la conscience mondiale.

## **I. La tragédie de la violence terroriste au Burkina Faso**

Depuis bientôt une décennie, le Burkina Faso est devenu malgré lui, le théâtre d'une violence multiforme, persistante, meurtrière, méthodique. Une violence qui s'est installée et se diffuse de façon aveugle au sein de la population. Le pays a basculé progressivement dans un cycle d'instabilité marqué par des attaques meurtrières, des enlèvements, des destructions d'infrastructures étatiques et privées, des déplacements massifs de populations, sans oublier les coups d'États militaires successifs... Plusieurs régions du pays sont atteintes.

Les chiffres sont accablants. Selon les données de l'UNHCR, de l'OCHA et des rapports croisés d'ONG nationales et internationales en 2024 :

- Plus de 8 000 personnes ont été tuées dans des attaques ciblées, des affrontements armés ou des assassinats de civils innocents. Et ce, sans compter les disparus, les blessés, les mutilés physiques et psychologiques.
- Plus de 2,2 millions de déplacés internes sont recensés à ce jour, dont une majorité de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Des familles entières vivent dans des conditions précaires, dans des camps improvisés, sans accès stable à l'eau, à la nourriture, à l'éducation ni aux soins de base.
- On dénombre plus de 35 000 réfugiés burkinabè ayant fui vers les pays voisins (Togo, Ghana, Bénin, Côte d'Ivoire), dans des situations d'insécurité alimentaire aiguë.
- Près de 6 000 écoles ont été fermées, privant plus d'un million d'enfants de leur droit fondamental à l'instruction. Une génération entière est en train d'être sacrifiée.
- Des centaines de centres de santé sont détruits ou fermés. La couverture sanitaire s'effondre. La malnutrition infantile explose. L'accès aux soins psychologiques est quasi inexistant.
- Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles sont abandonnés. Le tissu économique local est désintégré. Des marchés, des greniers, des routes sont contrôlés ou minés.

Cette tragédie dépasse les frontières du Burkina Faso. Elle s'inscrit dans une dynamique sahéenne, voire régionale et mondiale. Elle interpelle l'Afrique, elle interpelle l'humanité. Par exemple, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, confrontés au drame du terrorisme, se sont constitués en Confédération des États du Sahel. Ce que vivent ces pays aujourd'hui est la conséquence d'un désordre global, d'une accumulation de fragilités ignorées, de silences complices, et d'une géopolitique parfois cynique. Il ne s'agit plus d'une crise ponctuelle. Il s'agit d'une crise existentielle. Une crise de civilisation. Et elle exige une réponse humaine, spirituelle, institutionnelle, et morale à la hauteur du drame vécu par les populations.

Dans cette perspective, Le Pape François, dans son Encyclique Fratelli Tutti, nous interpelle avec clarté :

« La souffrance d'un peuple n'est pas une affaire lointaine. C'est un appel à retrouver la conscience que nous sommes une communauté mondiale. » (Fratelli Tutti, §25).

## II. Une violence sans frontières religieuses

Face à cette réalité tragique, nombreux sont ceux qui, de loin, cherchent à en donner une explication simpliste : celle d'un conflit religieux entre chrétiens et musulmans. Pourtant, lorsque l'on regarde de plus près, lorsqu'on écoute les populations concernées, lorsqu'on se penche sur les récits des survivants, des autorités coutumières, des pasteurs et des imams, un autre tableau, beaucoup plus complexe, apparaît.

Il est vrai que des attaques ont visé des églises. Il est vrai que des prêtres, des catéchistes et des fidèles chrétiens ont été tués pendant des célébrations liturgiques ou en raison de leur foi. Il est vrai que des communautés chrétiennes entières ont été contraintes de fuir, et que des temples et des Églises ont été brûlés, profanés ou fermés.

Mais il est tout aussi vrai que :

- des mosquées ont été attaquées, certaines pendant la prière du vendredi.
- des imams ont été exécutés parce qu'ils prêchaient une version modérée et pacifique de l'islam
- des écoles coraniques ont été fermées ou détruites.
- des villages à majorité musulmane ont été pris pour cible de façon aveugle.

En réalité, toutes les communautés sont touchées. Toutes les confessions sont endeuillées. La religion est instrumentalisée à des fins de pouvoir, de contrôle et de terreur.

Il faut le dire clairement : les groupes armés violents n'ont pas une religion. Ils ont une idéologie. Et cette idéologie n'a d'autre but que de semer la division, d'opposer les communautés, de casser la solidarité traditionnelle qui unit les Burkinabè au-delà des appartenances religieuses. Ils s'appuient sur l'ignorance, sur les blessures mal cicatrisées, sur les frustrations accumulées, pour dresser les uns contre les autres.

Or, le Burkina Faso a une longue tradition de coexistence religieuse pacifique. Ce tissu social est aujourd'hui ciblé précisément parce qu'il est un rempart contre l'extrémisme. En détruisant les lieux de culte, en stigmatisant des groupes, en semant la peur, les groupes extrémistes cherchent à détruire non seulement des vies humaines, mais aussi un modèle social, un patrimoine commun de fraternité.

Ne tombons donc pas dans le piège : refusons la peur, l'amalgame, le discours de division.

Le conflit actuel n'est pas religieux. Il est politique, économique, identitaire, géostratégique. Il se pare du manteau de la religion pour se légitimer, mais en réalité il la trahit. Et dans cette tempête, l'Église du Burkina Faso continue de proclamer haut et fort : « Nous sommes appelés à l'unité, à la paix et à l'amour mutuel. »

➤ **Voilà pourquoi nous devons être lucides, courageux et profondément enracinés dans notre foi pour ne pas tomber dans le piège de la division. Car une communauté divisée est une communauté affaiblie :**

« Si une maison est divisée contre elle-même, cette maison ne pourra pas tenir. » (Marc 3,

25)

Dans cet esprit, le Saint-Père a rappelé dans la Déclaration d'Abou Dhabi (2019) :  
« Le terrorisme n'est dû ni à la religion, ni aux convictions religieuses, mais à une interprétation erronée des textes sacrés, et à des politiques injustes. »

Ce n'est pas la religion qui tue. Ce sont les idéologies de haine. Et notre responsabilité est de les démasquer.

### **III. Un serpent aux têtes invisibles : qui tue ? qui manipule ? qui profite ?**

L'une des douleurs les plus profondes du peuple burkinabè aujourd'hui réside dans cette question lancinante, répétée dans les villages, les camps de déplacés, les églises, les mosquées, les marchés : « Qui nous tue ? Et pourquoi ? »

Car souvent, les attaques sont menées par des hommes encagoulés, armés de fusils modernes, circulant à moto ou en pick-up. Ils ne se revendiquent pas toujours d'un groupe connu. Ils ne laissent ni message politique clair, ni revendication structurée. Parfois, ils se présentent comme des justiciers. Parfois comme des religieux. Parfois comme des vengeurs. Mais très souvent, ils ne disent rien. Ils tuent. Et ils disparaissent.

Cette absence d'identité assumée alimente une peur sourde. Elle fragilise la confiance communautaire. Elle crée des soupçons réciproques. Elle pousse des villages entiers à se méfier de leurs voisins, à soupçonner leurs propres jeunes, à douter de l'imam du coin, du chef du quartier, du catéchiste, du commerçant venu d'ailleurs.

Ce flou est savamment entretenu. Il fait partie d'une stratégie du chaos. Un chaos qui n'est pas spontané, mais pensé, nourri, ravitaillé, coordonné.

Qui sont les véritables instigateurs de cette violence ? Qui arme ces groupes ? Qui les finance ? Qui leur fournit les munitions, les informations, la technologie ? D'où viennent ces armes sophistiquées qui n'existent pas sur les marchés locaux ? Pourquoi la circulation des kalachnikovs et des engins explosifs est-elle plus rapide que celle des secours ou des vivres ? Qui maîtrise les routes ? Qui contrôle les flux ? Qui entretient les conflits intercommunautaires ? Qui tire profit de ce désordre ?

La réalité, c'est que ce conflit n'est pas qu'interne. Il est aussi alimenté par des enjeux transnationaux. Des intérêts économiques occultes. Des logiques géopolitiques froides. Des réseaux de trafic d'or, d'armes, de drogues, d'êtres humains – qui utilisent le vide sécuritaire pour prospérer.

Certaines zones attaquées coïncident étrangement avec des périmètres miniers. Certaines routes visées sont stratégiques pour le transport de ressources. Certaines populations déplacées libèrent des espaces dont la valeur économique n'est pas négligeable. Le chaos devient ici une opportunité, une stratégie de déplacement forcé, une manière de faire place nette pour des projets inavoués.

Et pendant ce temps, le peuple souffre, meurt, disparaît.

La violence qui frappe le Burkina est donc à visages multiples, mais à dessein unique : contrôler, dominer, exploiter. Les visages visibles sur le terrain ne sont peut-être que les exécutants. Derrière eux, il y a des cerveaux, des bailleurs, des stratèges. Ils parlent dans d'autres langues, signent dans d'autres bureaux, échangent dans d'autres devises.

C'est pourquoi il est essentiel de refuser la lecture simpliste. De dénoncer les complicités silencieuses. Et d'interpeller les institutions internationales, les États, les multinationales,

les réseaux religieux ou économiques qui, directement ou indirectement, laissent faire, voire participent.

L'ennemi n'est pas un village. Ce n'est pas une religion. Ce n'est pas une ethnie. L'ennemi, c'est cette mécanique de déshumanisation qui transforme la souffrance des pauvres en gain pour les puissants. Et cette mécanique doit être stoppée.

Nous avons le devoir de la dévoiler, le courage de la nommer et la foi pour la vaincre.

➤ **Nous sommes donc appelés à discerner. À aller au-delà des apparences. À ne pas nous contenter de nommer les exécutants visibles, mais à révéler les structures invisibles du mal. Car cette lutte dépasse les visages humains. Elle touche aux forces profondes de désordre et de domination :**

« Nous n'avons pas à lutter contre des êtres de chair et de sang, mais contre les Principautés, contre les Puissances, contre les maîtres de ce monde de ténèbres... »  
(Éphésiens 6, 12)

#### **IV. Le Burkina Faso : héritage d'un vivre-ensemble à protéger**

Le Burkina Faso n'est pas seulement une entité géographique au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Il est une mémoire vivante, un carrefour d'humanité, un creuset où se sont entrelacées au fil des siècles des langues, des coutumes, des croyances et des lignées. Bien avant l'indépendance en 1960, les peuples de cette terre ont appris à faire de leurs différences une richesse, et non une menace.

Dans la nation burkinabè, la diversité n'a jamais été synonyme de fragmentation. Les communautés y ont grandi ensemble : les musulmans estimés à 60%, les catholiques à 20%, les adeptes de la religion traditionnelle à 15% et les dénominations protestantes à 5%. Tous partagent le même espace vital, l'eau des mêmes puits, les rires des mêmes enfants, les douleurs des mêmes épreuves... Le vivre-ensemble n'a jamais été une construction idéologique : il a jailli du quotidien, des usages, de la sagesse des anciens.

Et c'est là que bien des architectes du chaos se sont trompés. Ce pays repose sur un socle d'une profondeur insoupçonnée : **les pactes de parenté, les alliances lignagères, les liens inter-claniques, les solidarités entre familles de traditions différentes. Ici, le cousin à plaisanterie peut appartenir à une autre ethnie, mais il est porteur du même respect sacré. Ici, le gendre est accueilli comme un fils, quelle que soit sa foi. Ici, les alliances entre familles de confessions différentes sont courantes, respectées, et vécues comme des passerelles d'unité.**

Les liens de sang, de parenté et d'alliance sont plus forts que les discours de haine. Ils sont plus enracinés que les idéologies importées, plus tenaces que les manipulations de division. Ils constituent un rempart silencieux, mais efficace, contre ceux qui rêvent de dresser les Burkinabè les uns contre les autres.

Car ce que Dieu a semé dans les cœurs par le fil de l'histoire, aucune main destructrice ne peut durablement l'arracher.

Cependant, cette force est aujourd'hui mise à rude épreuve. Les armes, la peur, la désinformation cherchent à fissurer l'édifice patient de la cohabitation. Des voix, parfois étrangères aux réalités locales, s'efforcent de semer le doute, la méfiance, la peur de l'autre. Le vivre-ensemble est visé, non frontalement, mais sournoisement.

Et pourtant, le peuple burkinabè tient bon. Il tient grâce aux initiatives citoyennes, interreligieuses, interculturelles. Il tient grâce aux leaders religieux et coutumiers qui prêchent la paix. Il tient grâce aux associations de jeunes, aux cadres intellectuels, aux journalistes catholiques et musulmans qui, ensemble, mènent des actions de dialogue, de formation, de sensibilisation. Il tient grâce aux projets transfrontaliers qui reconnectent les peuples, par-delà les peurs.

➤ Cet héritage culturel précieux n'est pas une illusion. Il est une réalité historique, culturelle, spirituelle. Et il doit être protégé comme on protège une flamme fragile au cœur du vent. C'est aussi un appel évangélique :

« Autant que possible, et dans la mesure où cela dépend de vous, vivez en paix avec tous les hommes. » (Romains 12, 18)

Le Concile Vatican II nous l'a enseigné avec force dans la déclaration *Nostra Aetate* :  
« L'Église catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans les religions. [...] Elle exhorte ses fils à reconnaître, préserver et promouvoir les biens spirituels et moraux. » (§2)

**Ce vivre-ensemble, enraciné dans l'histoire et béni par l'Évangile, est un socle pour reconstruire la paix.** Une paix authentique, fondée sur la dignité humaine, la mémoire commune et la fidélité au message du Christ : aimer, comprendre, dialoguer, relever ensemble ce monde qui chancelle.

## **V. Cadres de dialogue, ponts communautaires, initiatives religieuses et sociales**

Dans ce contexte de menace multiforme et de fragmentation sociale, il est réconfortant, et même essentiel, de mettre en lumière les nombreux efforts déployés par les acteurs religieux, sociaux, communautaires et institutionnels pour préserver l'unité nationale, renforcer la résilience collective et maintenir les canaux du dialogue interreligieux, interculturel et intergénérationnel.

Le Burkina Faso ne se contente pas de subir la violence. Il y résiste. Il y répond par la sagesse de ses traditions, la vitalité de ses jeunesse, et l'engagement de ses communautés spirituelles. Sur l'ensemble du territoire national, des initiatives émergent pour reconstruire les ponts détruits, raviver la confiance, et bâtir des espaces de parole partagée.

Parmi ces initiatives, On note plusieurs Cadres de concertation interreligieuse pour la paix particulièrement remarquables. Ces cadres regroupent des représentants de toutes les confessions religieuses majeures du pays – islam, christianisme catholique et protestant, religions traditionnelles – dans une dynamique continue de dialogue, d'analyse partagée des défis et de propositions communes pour renforcer la paix sociale. Ces cadres interviennent dans les médiations locales, les sensibilisations communautaires, et produit des messages conjoints pour désamorcer les tensions.

À côté de ces plateformes institutionnelles, des actions concrètes et souvent silencieuses sont menées par des communautés locales :

– Nombreuses sont les associations qui œuvrent pour la paix et la cohésion sociale : la ligue islamique pour la paix (Ouagadougou), l'Union Fraternelle des Croyants (Dori) ; l'Association Protestante pour le Dialogue Interreligieux (Ouagadougou) et la Fondation Catholique Duc In Altum (Ouagadougou)

- Des camps interreligieux de jeunes sont organisés chaque année par des diocèses, en collaboration avec des leaders musulmans. Ces espaces favorisent la découverte mutuelle, la démystification des stéréotypes, la création de liens durables entre des jeunes de confessions différentes.
- Des sessions de dialogue entre les forces de sécurité et les jeunes leaders communautaires ont été expérimentées dans plusieurs régions, permettant de restaurer un climat de confiance et de prévenir les amalgames dangereux.
- Des activités sportives, des clubs de lecture, des théâtres communautaires, des formations citoyennes sont organisés dans des espaces neutres, accueillant sans distinction les enfants, les adolescents, les femmes et les hommes autour de valeurs partagées.
- Les mouvements d'action catholique, notamment la JEC (Jeunesse Étudiante Catholique), les scouts, les chorales et groupes de prière, ne sont pas en reste. En milieu urbain comme rural, ils organisent :
  - des journées d'entraide communautaire,
  - des opérations de salubrité interreligieuse,
  - des campagnes de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale,
  - des visites aux déplacés internes sans discrimination religieuse ou ethnique.

Les cadres intellectuels catholiques, journalistes, enseignants, juristes et artistes s'investissent également pour contrer les discours de haine, vulgariser les droits fondamentaux, relayer les expériences positives de cohabitation et documenter les récits de fraternité vécue. Leurs interventions, souvent relayées par les médias confessionnels et généralistes, participent à façonner une conscience collective résiliente.

Dans certaines zones transfrontalières – notamment dans les régions de l'Est et du Sahel – des rencontres communautaires ont rassemblé des représentants de plusieurs pays voisins (Niger, Ghana, Togo, Côte d'Ivoire) autour de problématiques communes : gestion des ressources partagées, sécurité humaine, pastoralisme transfrontalier, lutte contre la désinformation. Ces rencontres permettent de tisser une diplomatie populaire, de construire des alliances communautaires et de freiner les tentatives d'instrumentalisation des appartenances nationales, ethniques ou religieuses.

Tous ces efforts, bien que discrets parfois, participent à maintenir vivante la flamme de la paix. Ils montrent que malgré les tentatives de division, le tissu social burkinabè est encore vivant, capable de se régénérer, de se solidariser et d'inventer des voies nouvelles pour le vivre-ensemble.

Ils constituent aussi une leçon pour l'Afrique et pour le monde : la paix n'est pas qu'un mot. C'est un don de Dieu et le fruit des efforts des Hommes. Et le Pape François affirme sans ambiguïté :

« Il y a une architecture de la paix dans laquelle interviennent les différentes institutions de la société, chacun à sa place. » (Fratelli Tutti, §284)

L'artisan de paix n'est pas un héros spectaculaire, mais un bâtisseur patient, un semeur d'humanité.

## **VI. L'Église, persécutée mais fidèle : mission et témoignage**

Dans ce contexte de violence, d'insécurité généralisée, de déplacements massifs, de peur chronique, l'Église au Burkina Faso n'a pas déserté. Elle n'a pas renoncé à sa mission évangélisatrice. Elle n'a pas choisi le silence ni la fuite. Au contraire, elle s'est enracinée, elle s'est adaptée, elle s'est engagée plus encore, au risque de sa propre existence.

Oui, des prêtres ont été enlevés et tués, des catéchistes et des fidèles assassinés, des églises fermées, des chapelles incendiées, des lieux de prière désertés. Mais l'Église reste là, présente, servante, vivante, priante, souffrante, et profondément solidaire du peuple.

Dans les paroisses rurales comme dans les quartiers périphériques des grandes villes, les communautés chrétiennes continuent de se rassembler, parfois en plein air, parfois dans la discrétion, parfois sous la menace. Mais elles prient, chantent, et partagent. Elles intercèdent pour la paix. A la fin de chaque célébration Eucharistique, une prière est dite en faveur de la paix.

Les religieuses continuent d'enseigner, de soigner, d'écouter. Elles accueillent des femmes déplacées, accompagnent des enfants traumatisés, préparent des repas collectifs dans des écoles de fortune. Leur seule présence est un témoignage. Leur calme est une force. Leur engagement est un baume pour des communautés bouleversées.

Les mouvements d'action catholique, les jeunes de l'AJEC, les scouts, les groupes de prières organisent des collectes de vivres, des activités d'accueil, des groupes de parole pour les personnes déplacées. Ils prient avec les musulmans. Ils tendent la main aux non-croyants. Ils redonnent un sens à la solidarité dans un temps où tout semble s'effondrer.

L'Église ne joue pas un rôle extérieur. Elle est de l'intérieur du peuple. Elle vit ses douleurs. Elle parle sa langue. Elle connaît ses blessures. Elle partage son pain. Elle tient la main des veuves. Elle enterre les martyrs. Elle bénit les enfants. Elle prépare les funérailles avec dignité. Elle maintient la foi comme on entretient une flamme au creux de la nuit.

➤ **Dans la nuit du chaos, l'Église famille de Dieu du Burkina n'a pas quitté son poste. Elle n'a pas fui le feu. Elle reste une sentinelle éveillée, humble et ferme, fidèle à l'appel du Christ. Même persécutée, elle reste debout et solidaire :** « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes d'aujourd'hui [...] sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ. » (Gaudium et Spes, §1).

## **VII. Une interpellation forte à la conscience mondiale**

Ce qui se passe aujourd'hui au Burkina Faso ne concerne pas uniquement le Burkina Faso. Ce drame dépasse les frontières. Il interpelle l'humanité. Il questionne le sens même de notre fraternité mondiale. Et il oblige chacun — institutions, gouvernements, peuples, religions, médias — à se positionner avec clarté : allons-nous continuer à détourner le regard ou allons-nous enfin prendre notre part de responsabilité ?

Les institutions internationales ont été créées après les grandes guerres pour protéger les peuples contre les excès de la violence, contre les logiques d'anéantissement, contre les génocides silencieux. L'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, les cours de

justice internationales, les agences humanitaires... Que font-elles aujourd'hui face à l'agonie de millions de personnes au Sahel ?

Comment expliquer que tant d'armes circulent dans des zones où l'accès à la nourriture et à l'eau potable est limité ? Comment comprendre que les drones, les mines artisanales, les armes automatiques de haute précision puissent être acheminés alors que les médicaments manquent dans les hôpitaux ? Qui ferme les yeux ? Qui laisse faire ? Qui en profite ?

Et les États puissants, qui ont la technologie, l'intelligence, les satellites, les réseaux diplomatiques, que disent-ils ? Où sont les appels au respect du droit humanitaire ? Où sont les condamnations claires et les décisions courageuses ? Pourquoi certains pays sont-ils les éternels oubliés des urgences mondiales ?

Et les multinationales, qui investissent dans les mines, qui signent des accords dans les coulisses, qui bénéficient parfois des effets de la guerre, sont-elles prêtes à remettre en cause un modèle de profit qui repose sur l'effondrement des peuples ?

Et nous-mêmes, citoyens du monde, hommes et femmes de bonne volonté, avons-nous la conscience tranquille ? Pouvons-nous dormir en paix en sachant que des enfants sont sacrifiés pour des intérêts invisibles ? Que des femmes vivent dans la peur chaque nuit ? Que des communautés entières sont effacées de la carte ?

Ce n'est pas une exagération. C'est une réalité quotidienne. Un crime collectif par indifférence et inaction.

Il est temps d'agir, de sortir du silence, de dépasser les communiqués diplomatiques, de transformer les résolutions en engagements concrets. Il est temps de faire pression pour que les routes soient sécurisées, pour que les déplacés soient protégés, pour que les responsables soient identifiés, pour que les ressources du Sahel bénéficient aux populations du Sahel.

Il est grand temps que la conscience mondiale se réveille, que les religions s'unissent dans une déclaration commune, que les peuples s'indignent, que les institutions répondent, que les sociétés multinationales se convertissent à une éthique de la responsabilité.

Le silence, dans ce contexte, n'est pas neutre. Il est complice. Et les générations futures demanderont : « Que faisiez-vous quand l'Afrique brûlait ? » Et chacun devra répondre.

Aujourd'hui, au nom de la foi, au nom de la vie, au nom de la dignité humaine, nous disons : ça suffit. Le sang des innocents ne peut plus irriguer l'économie mondiale. Le silence des puissants ne peut plus couvrir le cri des pauvres. Et l'indifférence ne peut plus être la réponse à la souffrance.

C'est un appel. C'est une interpellation. C'est une responsabilité.

➤ **Il ne s'agit plus simplement d'alerter. Il faut réveiller les consciences, exiger la justice, dénoncer les silences qui tuent. C'est une exigence biblique, autant qu'un devoir moral :**

« Apprenez à faire le bien, recherchez la justice, redressez l'opprimé, faites droit à l'orphelin, plaidez pour la veuve. » (Isaïe 1, 17)

L'interpellation que nous lançons ici ne cherche pas la polémique. Elle cherche la vérité. Et elle attend des réponses dignes de la conscience humaine.

### **Conclusion : L'Espérance comme acte prophétique**

Face à l'extrémisme violent qui ravage des vies, des villages, des mémoires, et des espoirs, certains pourraient être tentés de conclure que tout est perdu, que l'ombre est trop grande, que la nuit est trop profonde, que l'humanité s'effondre.

Mais ce n'est pas notre lecture. Ce n'est pas notre foi, notre rêve ni notre espérance.

Nous croyons, profondément, que l'histoire ne s'arrête pas là. Que ce qui semble être une défaite peut devenir une source de renaissance. Que même au pied de la croix, une résurrection est possible. L'espérance, pour nous, n'est pas naïveté. Elle est acte prophétique. Elle est acte de résistance spirituelle. Elle est une posture face à l'absurde, une affirmation radicale de la vie face à la culture de la mort. Ce n'est pas attendre que tout aille mieux. C'est agir pour que quelque chose de beau subsiste, même dans la tourmente. C'est choisir la fidélité à Dieu, à l'humain, à la dignité, là où tout semble pousser à l'abandon.

Et l'Église, dans ce contexte, n'a pas seulement un rôle moral. Elle a une mission existentielle, prophétique : celle de tenir debout quand tout s'effondre, de prêcher la paix quand la guerre s'impose, de proclamer la lumière quand la nuit s'épaissit, de croire en l'homme, même quand l'homme se perd.

C'est pourquoi je conclurai par cette certitude : Le chaos n'aura pas le dernier mot. Le mensonge ne triomphera pas de la vérité. La haine ne vaincra pas l'amour. Et le sang versé des innocents deviendra semence d'un avenir meilleur, si nous avons le courage de ne pas oublier, de ne pas abandonner, de continuer à rêver, à aimer ensemble.

Que chaque homme, chaque femme, chaque institution ici présente entende cet appel. Non comme une accusation, mais comme une mission. Le Burkina Faso saigne, mais il espère. Le Sahel tremble, mais il prie. L'Afrique souffre, mais elle résiste.

Et le pape Benoît XVI nous le rappelle dans son encyclique Spe Salvi :

« L'espérance chrétienne n'est jamais individuelle. Elle est toujours aussi espérance pour les autres. » (§35)

Merci à tous pour votre écoute et votre engagement. Puissions-nous rêver ensemble et œuvrer constamment pour l'avènement d'un monde meilleur.

Que la prière de Marie, Reine de la Paix, dont le cœur est toujours orienté vers la volonté de Dieu, consolide et affermisse tout effort en faveur de la réconciliation de la justice et de la paix. (Cf. Mt 5, 6).

+ Philippe Cardinal OUEDRAOGO  
Archevêque Emérite de Ouagadougou  
BURKINA FASO